

AKTUELL

SALARIÉ-S

Le travail... c'est pas la santé

David Wagner

L'étude « Bien-être au travail » dessine un portrait peu flatteur des conditions de travail au Luxembourg : stress, addictions, voire suicides ne sont pas des phénomènes anecdotiques.

Au même moment où le personnel de l'Inspection du travail et des mines (voir ci-contre) soulève de sérieux problèmes de fonctionnement, la Chambre des salariés (CSL) a présenté cette semaine une enquête sur le bien-être au travail. Et ce n'est pas le seul concours de circonstances, si l'on veut. Comme l'a rappelé Jean-Claude Reding, président de la CSL et évidemment du syndicat majoritaire, l'OGBL : « Je sors d'une réunion tripartite et je constate qu'on ne me parle que de compétition, de lutte de tous contre tous. » Et d'ajouter : « Il y a vingt ans, lorsque l'on parlait du travail, on évoquait encore le produit. Maintenant, on se borne à la rentabilité. »

Et ceci a des répercussions concrètes sur le lieu de travail. L'enquête, que la CSL a commandé ensemble avec l'OGBL et la Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale, révèle des chiffres plutôt inquiétants. Et l'un des secteurs les plus exposées à divers problèmes liés au travail est celui du « social et professions de santé ». Ce qui est symptomatique, car c'est aussi cette catégorie qui est en lutte depuis plusieurs années pour l'amélioration de son cadre de travail. Ainsi, 36 % des personnes interrogées au sein de cette catégorie disent souffrir continuellement, voire fréquemment de « sensations de douleurs et de fatigues d'ordre musculosquelettiques » et 53 %, donc plus de la moitié, admet éprouver fréquemment du stress sur son lieu de travail. Le directeur de l'institut de sondage TNS-Ilres, Charles Margue, estime que ces métiers deviennent de plus en plus difficiles : « Les exigences par rapport aux patients ont énormément augmenté mais l'organisation de la profession ne s'est pas améliorée. »

L'étude démontre également le préjugé de l'enseignant qui se la coule douce : 56 % d'entre eux affirment souffrir d'un stress négatif et 38 % seraient sujets au sentiment de « burn out », ce qui est élevé par rap-

port aux taux enregistrés pour le social et la santé, le nettoyage et le gardiennage (24 %). L'étude a franchi un pas supplémentaire en s'intéressant au risque de suicide dans le monde du travail, phénomène croissant, comme l'ont démontré les différents cas en France dans le domaine des Télécoms. Sur ce point, ce sont à nouveau les enseignants qui se retrouvent en tête : parmi celles et ceux qui ont affirmé avoir été personnellement confronté-e-s à la question du suicide (12 % de l'ensemble des interrogé-e-s), il constituent presqu'un quart (24 %), devant, à nouveau le social et la santé (22 %), la fonction publique (19 %) et les transports (18 %). D'ailleurs, il est intéressant de noter qu'au sein de la fonction publique, réputée pour être relativement protégée par rapport aux conditions de travail du secteur privé, l'on retrouve le plus grand nombre de problèmes d'addiction. Des 32 % des personnes interrogées qui affirment avoir connaissance de problèmes d'addiction au sein du personnel, 48 % sont issus du public. Malheureusement, l'étude ne donne pas d'éclaircissements supplémentaires : la fonction publique est vaste. Jean-Claude Reding demande d'ailleurs si les enseignants y sont inclus ou si certaines professions particulièrement exposées au stress ou à des situations délicates, comme la police, contribuent à ce taux élevé.

Par contre, Reding se dit étonné de ne pas retrouver la catégorie de l'artisanat et de l'industrie parmi les professions où le bien-être au travail serait une denrée rare. Tentative d'explication de Margue : ces personnes seraient plus en accord avec le métier qu'elles exercent et auraient plus de facilité à y trouver un accomplissement. Ce n'est certainement plus le cas du secteur financier : en 2006, l'étude « Stimulus » de l'OGBL avait révélé que les personnes travaillant dans ce secteur ne faisaient pas partie de celles qui éprouvaient le plus grand stress. En 2009, trois ans plus tard, la donne a sensiblement changé, car ils en font désormais partie. Après tout, entre-temps, la crise financière est passée par là.

SHORT NEWS

Flughafen - Entwicklung ohne Kohärenz?

Im Rahmen einer Besichtigungstour durch das Cargo Center hatte der Nachhaltigkeitsminister am Montag den Ausbau der Anlagen auf Findel von derzeit acht auf 14 Standplätze für Transportflugzeuge angekündigt. Dies veranlasst den Mouvement Ecologique in einem offenen Brief an Claude Wiseler die Kohärenz der politischen Entscheidungen in Sachen Flughafenentwicklung zu hinterfragen. Welche Auswirkungen dieser Ausbau im Konkreten für die Anzahl der Flugbewegungen bedeuten würde, will die Umweltgewerkschaft wissen. Gerade der Cargobereich habe am stärksten unter der Wirtschafts- und Finanzkrise gelitten und auch in Zukunft sei diese Branche hohen Fluktuationen unterworfen. Zudem müsse der Flugverkehr gemäß internationaler Bestimmungen in die Klimarechnung einbezogen werden. Deshalb verlangt der Meco eine offene Diskussion über den volkswirtschaftlichen Nutzen eines solchen Ausbaus. Nach jahrelangen Auseinandersetzungen hatte im April 2009 das Verwaltungsgericht in Sachen Flughafen erneut festgehalten, dass sich das dortige Areal in einer illegalen Situation befindet und einer Kommodo-Prozedur unterzogen werden muss. Unter der vorherigen Regierung waren Lärmschutzpläne vorgelegt worden, die bereits eine dramatische Situation um das Flughafenareal aufwiesen. Damals ging man noch nicht von einem Ausbau der Flugbewegungen im Cargobereich aus.

L'inspection a mauvaise mine

Le gouvernement est-il intéressé par une inspection du travail efficace ? C'est ce dont on pourrait douter en lisant le communiqué de presse de l'Association des inspecteurs du travail (AIT) de l'Inspection du travail et des mines (ITM). L'on savait que l'ITM ne fonctionnait pas vraiment, malgré la réforme de 2007. Et l'association de réclamer un règlement grand-ducal « destiné à faire fonctionner une administration moderne et efficace ». Même le Bureau international du travail ferait pression en ce sens. Or, l'AIT dénonce une direction de l'ITM qui procéderait à une réorganisation qui aboutit à des mutations de personnel et le démantèlement des agences régionales. Elle déplore aussi une sous-occupation des agences : seuls 16 membres de l'inspecteurat y sont affectés et ils subiraient des « pressions internes et externes énormes », et ce en pleine crise économique. Et si une certaine modernisation a eu lieu, avec l'installation d'une « hotline », elle a engendré une augmentation des enquêtes - alors que la multiplication des tâches administratives des inspecteurs ne leur permet pas de traiter convenablement leurs dossiers. Finalement, l'AIT appelle la direction de l'ITM à « respecter toute liberté syndicale et autres droits et libertés constitutionnelles ». Qu'il faille rappeler des principes à une direction dont l'administration est censée devoir les protéger, cela s'appelle un comble.

Luxemburg für und gegen Millennium-Ziele

Als Musterschüler in Sachen Entwicklungshilfe taucht Luxemburg in einem am Mittwoch veröffentlichten OECD-Bericht auf. Mit einem Entwicklungshilfe-Budget in Höhe von einem Prozent seines Bruttonsozialprodukts (BSP) liegt das Land an dritter Stelle weltweit und überbietet die UN-Vorgabe von 0,7 Prozent. Doch wie in den meisten Ländern ist durch die Schrumpfung des BSP die Entwicklungshilfe in absoluten Zahlen trotzdem zurückgegangen. Die OECD merkt diplomatisch an, zur Erreichung der Millennium-Ziele wie Halbierung der Armut im Jahr 2015 seien „noch große Anstrengungen erforderlich“. Aber die Höhe der Entwicklungshilfe ist nur ein Faktor unter anderen: So weist das „Tax Justice Network“ darauf hin, dass die viel zitierten 0,7 Prozent wenig seien im Vergleich mit dem potenziellen Steueraufkommen in den Entwicklungsländern. Dieses wird allerdings untergraben durch die Möglichkeiten zur Steuerflucht, die das internationale Finanzsystem bietet. Deswegen fordert die NGO eine Schließung der Steueroasen. Auch das Europaparlament hat am 25. März solche Forderungen aufgestellt und sich dabei auf die Millennium-Ziele bezogen. Seit der Cercle de Coopération eine Studie zur Rolle Luxemburgs bei der Steuerflucht veröffentlicht hat, steht das Land am Pranger, auch wenn über die Höhe des im Süden angerichteten Schadens noch diskutiert wird.